ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Cartes bancaires

Question écrite n° 11636

Texte de la question

M. Jean-Luc Prél attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Les dernières revalorisations de la TIPP du 12 juillet et du 21 août 1993, ainsi que celle du 11 janvier 1994, ont porté la hausse fiscale, en moins de six mois, à plus de quarante-deux centimes par litre sur ces produits. À cette fiscalité particulièrement forte s'ajoutent les pertes physiques d'exploitation sur lesquelles les taxes sont payées et la marge du détaillant, laquelle compte tenu de la vive concurrence, est en général inférieure à 4 p. 100. Or, plus d'un tiers des paiements est effectuée, dans les stations-services, par carte bancaire, ce qui permet aux banques d'engranger de fortes sommes grâce au taux d'environ 1 p. 100 de commission de la carte bancaire. Il lui demande donc, au vu de ces différents éléments, s'il n'est pas possible d'enrayer la hausse des taux de commission et de mettre sur pied une diminution des taux de commission pour le paiement par carte bancaire du carburant. Le comité consultatif des usagers du Conseil national du crédit pourrait ainsi être saisi afin d'élaborer un rapport selon des principes de loyauté et en conformité avec la recommandation de la commission de la CEE du 8 décembre 1987.

Texte de la réponse

L'acceptation des cartes bancaires est régie par le contrat passé entre la banque et l'accepteur, lequel reprend les dispositions d'un contrat-type élaboré par le groupement des cartes bancaires. Les dispositions relatives aux commissions payées, qui constituent la contrepartie de la garantie de paiement offerte par la carte bancaire, relèvent de la compétence exclusive de chaque banque et peuvent être négociées avec le client. Le droit applicable est donc celui du contrat car, comme le précise l'article 1134 du code civil, « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ». En cas de désaccord avec les tarifs proposés par sa banque, il appartient à chaque client de faire jouer la concurrence en s'adressant aux établissements qui appliquent les tarifs les plus intéressants.

Données clés

Auteur : [M. Prél Jean-Luc](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 11636

Rubrique : Moyens de paiement

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 février 1994, page 979

Réponse publiée le : 4 avril 1994, page 1665